

Un monde coincé entre laïcisme et Islam

Article rédigé par Fr. Édouard-M. Gallez, f.j., le 14 avril 2011

Le débat hexagonal relatif aux rapports entre la laïcité et l'Islam oublie trois faits majeurs : 1/ dans ce domaine, il n'existe pas de spécificité de la situation française par rapport à celle d'autres pays européens ; 2/ s'il s'agit de l'ouverture sociale à tous ceux qui s'engagent à jouer le jeu du bien commun et du respect mutuel, la laïcité de la société est un héritage européen et chrétien ; 3/ il n'y aura malheureusement jamais d'Islam à la mode française, ni européenne.

Développons le dernier point. On pourrait certes mettre en lumière des traits propres à la jeune génération née en France de la deuxième ou de la troisième génération d'immigrés, dans la mesure où elle se dit musulmane. Le désir de s'intégrer dans la société est largement présent ; en même temps, les revendications communautaristes et l'alignement sur l'Islam wahabite internationaliste s'affirment, souvent contre les générations précédentes. Ceci tranche également sur les aspirations de la jeunesse dans les pays d'origine : au contraire de là-bas, un phénomène d'identité islamique se développe ici. S'il existe un Islam spécifique à la France ou à l'Europe, il ne va pas dans le sens de l'intégration.

Dans le passé, de grosses vagues d'immigration ont eu lieu, non sans problème ; mais deux différences majeures les distinguent de la situation actuelle. D'abord une question de nombre. Installer puis intégrer 250 000 immigrés par an est un défi gigantesque, et la seule chose que fasse la République est de payer pour qu'on vienne s'installer sur son territoire (la situation est à peu près semblable ailleurs en Europe de l'ouest). Aucune valeur positive n'est proposée qui donnerait du sens à l'immigration, hormis la contre-valeur pourrie qu'est la jouissance individuelle ; il n'existe même pas de cérémonie d'accession à la nationalité ; la motivation implicitement mise en avant est donc seulement de venir chercher ici des avantages matériels que le pays d'origine n'offre pas, et la vague actuelle d'immigration illégale en provenance de Tunisie en est l'illustration.

L'autre différence est plus grave encore. Anciennement, la majorité des migrants étaient porteurs d'une tradition chrétienne. Elle fut encadrée par des consacrés (catholiques, orthodoxes ou autre), et l'intégration sociale s'est faite en contribuant aux valeurs qui fondent la vie et le bien communs. Il en va autrement aujourd'hui. Le champ est resté libre à l'encadrement des populations immigrées ou nées en France par des groupes islamiques, liés aux organisations internationales non seulement au point de vue financier – où l'Arabie Saoudite joue un rôle moteur – mais aussi idéologique. Et des liens avec des organisations dites terroristes sont même connus ; si on en doute, il suffit d'aller sur des marchés du nord de Paris et d'y admirer les étals de DVD et de petits livres à la gloire de Ben Laden, qui y sont vendus ouvertement. Les médias ne montrent pas cela. Ni l'ampleur de cette emprise.

Pressions quotidiennes

On savait qu'à Oxford, des haut-parleurs appelaient à la prière depuis plusieurs années (et servent aussi à des prêches). La même chose existe à Nanterre, avenue de la République, depuis 2007, ce qui [a été caché](#). Chaque jour, des pressions s'exercent sur les familles supposées islamiques pour qu'elles s'alignent sur une pratique religieuse de type saoudienne — menaces et violences à l'appui — et il en est de même à l'école : des enfants sont agressés parce qu'ils ne font pas le Ramadan, ou, pour les filles, parce qu'elles ne sont pas voilées. Quant à ceux qui veulent s'écarter de l'Islam et devenir chrétiens, leur vie devient un enfer. Dans son dernier livre, *La France est-elle finie ?*, Jean-Pierre Chevènement rappelle que, quand il était ministre de l'Intérieur, les parties prenantes du Conseil français du culte musulman (dont l'UOIF) ont expressément souscrit à la Convention européenne des droits de l'homme, qui reconnaît le droit de changer de religion, même s'ils ont refusé ensuite que ce droit soit expressément mentionné. Cette position trouble est celle des responsables musulmans, qui ne les dénoncent pas les agissements contraires à la liberté religieuse mais qui se font subsidier par l'Etat via le CFCM ; ils sont donc parjures. Mais pourquoi en serait-il autrement puisque personne ne dénonce la situation ?

Au lieu de favoriser l'expression des groupes musulmans défendant franchement la laïcité, la parole est donnée exclusivement aux chefs de file des thèses islamiques, ou en tout cas à ceux qui vont dans leur sens. Le laïcisme des médias joue ici un rôle crucial, en rejetant toute recherche de vérité au nom de son dogme propre : une religion ne peut pas être meilleure qu'une autre. Dès lors, il est interdit de prime abord de

regarder ce qu'est le fond de la tradition islamique, fondée dans le Coran et dans les *hadith*-s, et de voir à quel point elle est marquée par une culture de domination et de violence. Et surtout d'en regarder le fondement : à la base, Dieu y est conçu comme un Être retranché dans son Unicité négative (le premier mot de la *Shahada* est une négation), et qui a besoin d'écraser l'homme pour exister. Dans les 99 noms divins, Il n'est jamais dit bon [1]. Voilà le drame. Tel est le modèle qui informe la vie des familles et des sociétés musulmanes qu'heureusement, d'autres facteurs influencent aussi. Dans un tel cadre, il n'y a pas de place pour la laïcité (voir les [éditoriaux antérieurs](#)), ce qu'illustre bien les difficultés rencontrées par les aspirations démocratiques des populations des pays arabo-musulmanes, où peu (encore ?) osent dire que tous les citoyens doivent être égaux et que les discriminations contre les non musulmans doivent cesser.

Laïcisme et victimisation

Le laïcisme des médias a une conséquence pire encore. Il entretient, voire suscite, une atmosphère de victimisation. Rien n'est pire que d'enfermer un groupe humain dans l'idée qu'il est victime, donc qu'il a une revanche à prendre. En pratique, cela veut dire au minimum qu'il ne doit rien à la société mais qu'il est là pour prendre. Au pire, cela légitime à l'avance tout ce qui sera fait pour rétablir la justice. Cette attitude est vieille de quatorze siècles en Islam : c'est déjà celle de Mahomet – peu importe que sa biographie soit une reconstruction légendaire. Le modèle qui est donné est celui de quelqu'un qui n'hésite pas un instant à recourir au mensonge, au vol et au massacre. Ce qui est normal. Si l'Islam est foncièrement bon et doit conduire le monde au salut, tout musulman doit être reconnu comme porteur de ce salut. S'il ne se sent pas reconnu dans cette prétention, c'est donc qu'il est victime d'une agression injuste. Il ne faut donc pas grand-chose pour victimiser quelqu'un qui a été marqué par la mentalité islamique – Rama Yade, par exemple.

Le concept d'islamophobie, popularisé par le despote Khomeiny, vient modéliser cette attitude à destination de la culture occidentale. Le terme d'"islamophobie", calqué sur celui de xénophobie, [écrit Pascal Bruckner](#), a pour but de faire de l'islam un objet intouchable sous peine d'être accusé de racisme. Cette création, digne des propagandes totalitaires, entretient une confusion délibérée entre une religion, système de piété spécifique, et les fidèles de toutes origines qui y adhèrent. De fait, on n'est pas seulement devant la simple utilisation stratégique d'un concept visant à culpabiliser toute critique de l'Islam sous couvert de racisme ; un véritable phénomène de victimisation se joue dans l'amalgame entretenu entre musulmans et Islam ; et il est complaisamment relayé par les médias qui présentent les musulmans comme stigmatisés par les méchants Européens – pour reprendre un mot très à la mode dans ce petit monde qui n'habite pas en banlieue et dont la voiture ne risque pas de brûler. Cette mentalité de victime a même gagné des milieux plus étendus que ceux de l'Islam et où l'on se proclame innocent quoi qu'on ait fait, même si toutes les preuves du contraire sont là.

L'implication des médias dans le phénomène hyper-dangereux de victimisation ne s'explique que partiellement par son idéologie laïciste. Dans ce milieu, par la corruption et le chantage, l'URSS et son Parti local avaient déjà réussi à tisser des réseaux d'influence et de contrôle – il ne faut pas chercher d'autre raison au fait que les immenses crimes communistes forment toujours un sujet tabou. Aujourd'hui, il serait naïf de croire que les organisations islamiques disposant d'immenses ressources ne les utilisent que sous forme de gentils placements bancaires ; des investissements dans les médias ont eu lieu. On comprend mieux les orientations de l'*Agence France Presse* (AFP) quand on sait qui sont ses actionnaires principaux.

Un conflit mondial

En fait, le problème est mondial. C'est avec *toutes* les sociétés civiles du monde que les organisations islamiques sont en conflit, à commencer par celles des pays arabo-musulmans eux-mêmes. Tous ces pays ont connu une brillante civilisation avant qu'une poignée de guerriers ne prenne le pouvoir, les conforme peu à peu à leur système de pensée et les transforme bientôt en désert. Pour ce qui est de la Syrie, il a fallu peu de temps : on admire aujourd'hui les ruines de plus de 700 villes et villages qui furent abandonnés au cours des VIIe-VIIIe siècles déjà ; on oublie qu'auparavant, ce pays était l'un des greniers à blé de l'Empire byzantin. La même chose est arrivé au Maghreb, qui était verdoyant et prospère avant l'Islam – mais c'est le contraire qu'on apprend aux enfants : puisque seul l'Islam est supposé bon, les périodes antérieures ne peuvent rien avoir eu de bon et sont désignées sous le terme dépréciant de *jahilyya* (littéralement, *ignorantisme* c'est-à-dire *obscurantisme*).

Les dés – les mots – sont pipés. En ce sens, le Grand Rabbin de France, Gilles Bernheim, n'a pas eu tort de déclarer (le 5 avril) que le débat sur la laïcité et l'Islam était inopportun dans les circonstances actuelles ; il s'est bien gardé s'en dire plus. On ne peut en rester là cependant, par peur des groupes islamistes capables de lancer la partie de la population qu'ils contrôlent dans des manifestations violentes. La parole doit être donnée aux musulmans et aux non musulmans qui savent ce qu'est l'Islam wahabite /salafiste, aujourd'hui prédominant, et vis à vis duquel les jeunes tentent de prendre de la distance (là-bas, pas ici hélas). Mais on ne peut éviter de mettre en cause parallèlement le laïcisme et ses contre-valeurs.

[1] Dans ces 99 noms divins que la tradition islamique a arrangés sous forme de colliers à réciter, l'adjectif *sâlih*, par lequel les Arabes chrétiens disent que Dieu est bon *en Lui-même* (c'est aussi un prénom), est absent (même s'il y a des variantes dans la liste). En revanche, on y trouve des appellations proches, mais qui évoquent seulement telle ou telle *attitude* de Dieu, non ce qu'Il est : *al-Bâr*, le bienfaisant ; *al-Latîf*, le courtois, doux ; *al-Wadoud*, le cordial, prévenant, affectueux.

Car on trouve aussi le contraire : *al-Mountaqim*, le vengeur ; *al-Jabbar*, le contraignant, terrible ; *al-Moud ill*, l'avilissant ; *al-Moumit*, celui qui fait mourir ; *ad-Dhâr*, le nuisible. Dans le Coran, Il est également dit *makkar*, rusé, et user d'une grande *manigance*, *kayda* – en quelque sorte, c'est Sa manière d'être *miséricordieux*, *rahmân*, c'est-à-dire pas miséricordieux du tout puisqu'Il réserve sa Miséricorde à ceux qu'Il veut (Coran 2,105.157 ; 3,74.132 ; 4,175 ; 6,16 ;...). On comprend alors qu'Il ne puisse être dit *mahâba*, amour – un mot que les musulmans rejettent sauf dans le soufisme, qui est une doctrine gnostique sous couvert islamique.
